



La défense collective des droits : On vaut plus que des tapes dans le dos !

Montréal, le 1er février 2026— Le Regroupement des organismes en défense collective des droits (RODCD) lance une semaine de grève et de mobilisation dans le cadre de sa campagne *Les droits, ça se défend collectivement*. Cette mobilisation du mouvement est rendue nécessaire face au silence et à l'inaction de la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire, Mme Chantal Rouleau et du gouvernement, afin de régler le sous-financement endémique des organismes en défense collective des droits (DCD). Bien que nous arrivions bientôt à la fin du Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC) 2022-2027, la ministre se contente de répéter les engagements du budget 2022.

Les chiffres avancés par la ministre Rouleau occultent une réalité de plus en plus difficile pour les organismes en DCD. Il est passé sous silence que les sommes engagées dans le cadre du PAGAC étaient très inégalement réparties entre les secteurs de l'action communautaire autonome (ACA). La DCD a encore été largement négligée. Pendant presque toute la durée du plan, les « augmentations » ne couvraient même pas la hausse des dépenses des organismes.

De plus, le gouvernement continue de refuser un mécanisme d'indexation, exposant les groupes à un appauvrissement continu, année après année. Quand on sait que pour la majorité des organismes environ les trois quarts de leurs maigres revenus sont consacrés aux salaires, l'indexation est cruciale afin d'améliorer un tant soit peu les conditions de travail des travailleuses et travailleurs du secteur. À terme, c'est la rétention du personnel et le maintien de l'expertise de nos organismes qui est en jeu !

Tout cela se passe dans un contexte où le désengagement de l'état et les nombreuses attaques contre le filet social alourdissent la charge de travail de la majorité des groupes en DCD. « Avec des seuils plancher dépassant 100 000 \$ pour la première fois cette année, comment peut-on s'attendre à ce qu'un groupe de base finance l'équipe sur laquelle repose sa mission ? » dit Sylvain Lafrenière, coordonnateur du RODCD. « Et quand on considère que certaines régions ne comptent qu'un seul groupe de base en DCD pour soutenir la population, la gravité de la situation devient encore plus préoccupante », a déclaré Ève Xinidakis, responsable en communication et à l'analyse politique au RODCD.

C'est pour dénoncer ces réalités que nous allons nous mobiliser dans le cadre de la semaine de grève et de mobilisation pour la DCD, en soutenant les actions de nos organismes membres à travers le Québec ! De plus, nous interpellons la ministre Rouleau, ainsi que Mme France-Élaine Duranceau, présidente du Conseil du trésor, et M. Éric Girard, ministre des Finances, lors de notre action Téléphone/courriel

rouge. Concernant M. Girard, en prévision du dépôt du budget, nous lui demandons une rencontre !

Alors que nous amorçons la dernière année du PAGAC et que nous poursuivons nos efforts pour faire retirer le chapitre 4 du Projet de loi 7, qui fait disparaître le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA) comme véhicule privilégié protégeant l'autonomie de la DCD, il est grand temps de reconnaître la DCD et de nous garantir les ressources nécessaires. **La défense collective des droits mérite mieux que de belles paroles et des tapes dans le dos !**

-30-

À propos du RODCD

Le Regroupement des organismes en défense collective des droits (RODCD) rassemble des organismes de base locaux et régionaux, des organismes nationaux, et des regroupements régionaux et nationaux du secteur de la défense des droits (DCD). Nous représentons près de 350 groupes partout au Québec. Notre mission est de revendiquer une plus grande reconnaissance, une autonomie respectée et un meilleur financement des groupes en défense collective des droits.

Contact :

Ève Xinidakis, responsable aux communications et à l'analyse politique

Courriel : communication@rodcd.org

Cellulaire : 581-745-8514